

UNE MOBILISATION HISTORIQUE

Près de 3 000 participants unis pour la protection de l'enfance

Le 25 septembre, une mobilisation d'une ampleur inédite s'est tenue à Paris, à l'appel du collectif Les 400 000. Près de 3 000 participants, venus de toutes les régions de France, ont bravé des conditions météorologiques difficiles pour défiler de la place Vauban au Panthéon. Leur objectif : dénoncer un système de la protection de l'enfance en crise. Le message porté par cette foule est sans équivoque : la protection de l'enfance doit devenir une priorité nationale, alors même que le nouveau gouvernement n'a toujours pas nommé de ministre dédié à cette cause essentielle.

Le cortège s'est élancé depuis la place Vauban, où les représentants de 70 organisations partenaires ainsi qu'une dizaine de parlementaires, dont les leaders nationaux de deux partis politiques, ont manifesté leur soutien aux professionnels du secteur et aux jeunes concernés. Tout au long du parcours, des slogans puissants ont résonné, traduisant l'urgence et la gravité de la situation. Les témoignages bouleversants des travailleurs sociaux, des juges, ainsi que des jeunes anciens bénéficiaires de l'Aide Sociale à l'Enfance ont également rythmé la marche, révélant les réalités souvent invisibles d'un système en détresse. Ces voix ont souligné le manque criant de moyens et l'épuisement des acteurs de terrain.

Le collectif Les 400 000 a rappelé ses revendications : mettre fin aux listes d'attente des enfants en danger, réinvestir dans le soutien aux familles en difficulté, reconnaître et remédier au déclassement des travailleurs sociaux, et assurer un véritable accompagnement aux jeunes majeurs sortant de l'aide sociale à l'enfance.

Le succès de cette mobilisation marque un tournant décisif dans la lutte pour une protection de l'enfance juste et efficace. Le collectif Les 400 000 ne compte pas s'arrêter là. Déterminé à obtenir des changements concrets, il poursuit son combat pour garantir à chaque enfant un accompagnement respectueux de ses droits fondamentaux. L'espoir est désormais d'obtenir une réponse de l'État qui soit rapide, durable et à la hauteur des défis actuels, pour que la protection de l'enfance devienne enfin une priorité nationale !